



INSTITUT DE RADIOPROTECTION ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE
DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'INTERVENTION

Première Réunion du Comité de pilotage du Réseau National de Mesures de la Radioactivité de l'Environnement

10 juin 2004 – DGSNR (Place du colonel Bourgoïn, Paris)

Compte-rendu

Les points abordés au cours de la réunion sont les suivants :

- 1- Présentation des membres du comité de pilotage
- 2- Contexte réglementaire et acteurs du Réseau National
- 3- Les données de radioactivité : inventaire et propositions de classification
- 4- Démarche de développement du site Internet et de la base de données
- 5- Révision de l'arrêté du 17 octobre 2003
- 6- Questions de la Commission d'agrément des laboratoires

Prochaine réunion du Comité : le mercredi 3 novembre 2004 de 14H à 17H, Bourgoïn (DGSNR)

Réunion intermédiaire du groupe de réflexion sur la stratégie de développement et de communication du Réseau National : le vendredi 17 septembre 2004 de 14H à 17H au Vésinet (IRSN)

1 – ACCUEIL ET TOUR DE TABLE

M. André-Claude Lacoste, président du comité de pilotage, propose un tour de table de présentation des membres titulaires et suppléants. La liste des membres du comité de pilotage et des participants à la réunion est présentée en annexe 1 de ce compte-rendu.

2 – CONTEXTE REGLEMENTAIRE ET ACTEURS DU RESEAU NATIONAL

Mme Levelut assure les présentations pour la DGSNR. Pour mémoire, Mme Levelut est également secrétaire de la commission d'agrément du Réseau National de Mesures de la Radioactivité de l'Environnement.

Après un rappel de l'ordre du jour, la DGSNR présente les différents textes réglementaires portant création (article R.1333-11 du code de la santé publique), organisation (arrêté du 17 octobre 2003) et nomination au Réseau National de Mesures de la Radioactivité de l'Environnement. Les derniers textes publiés au JO portent sur l'agrément des laboratoires (arrêté du 18 mai 2004) et le programme d'intercomparaison 2004 (avis). L'exposé se poursuit par une présentation des finalités et des acteurs du Réseau. Il est ainsi rappelé que l'un des objectifs du Réseau National est d'estimer les doses auxquelles la population est soumise du fait des activités nucléaires. L'accent est mis sur les rôles de la DGSNR, de l'IRSN, du comité de pilotage et de la commission d'agrément à la lecture des textes réglementaires. Cet exposé est présenté en annexe 2 du compte-rendu.

3 – LES DONNEES DE RADIOACTIVITE

3.1 – Inventaire des mesures de radioactivité

Mme Levelut présente un inventaire des mesures de radioactivité dans l'environnement en s'appuyant sur l'article R.1333-11 du code de la santé publique. Ces mesures proviennent soit de programmes réglementaires de surveillance de l'impact des rejets des activités nucléaires, soit d'analyses radiologiques réalisées à la demande des collectivités territoriales, des services publics ou des associations. L'exposé s'articule, dans un premier temps, autour de la surveillance réglementaire de l'environnement avec les exemples d'une centrale nucléaire de production d'électricité et de l'usine de la Hague. Les mesures de radioactivité effectuées par la DGAL (AFSSA et LDV), la DGCCRF, la DGS (DRASS et DDASS) et les ASQA sont ensuite brièvement décrites (contexte réglementaire, type de matrice et de mesure, nombre de laboratoires et de mesures). Les transparents présentés sont rassemblés en annexe 3.

A la demande de Mme Sené (GSIEN) et de M. Pirard (INVS), des précisions sont apportées sur les données qui alimenteront le réseau national. Il s'agit de données ayant un caractère réglementaire (ex : EDF, COGEMA, DGAL, DGCCRF) ou non (ex : IRSN - réseaux environnement, ASQA, associations). Il n'y a explicitement aucune obligation de transmettre toutes les mesures de radioactivité pour les producteurs de données. Mme Janin (AFSSA) rappelle le contexte réglementaire couvrant le domaine alimentaire. La DGCCRF (M. Bouchand) précise l'importance, d'un point de vue économique, des mesures de radioactivité effectuées sur les denrées alimentaires destinées au commerce international. Le GSIEN et l'AFSSE (M.Dixsaut) s'interrogent sur le rôle du comité de pilotage (fonctionnement interne, recommandations) et les moyens de communication du Réseau National. Ces questions seront discutées au point 4 de l'ordre du jour.

Mme Lemaitre (IRSN) poursuit l'inventaire des mesures de radioactivité par une présentation des réseaux de surveillance et de mesure de la radioactivité de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire. Après un rappel des principaux objectifs des programmes de surveillance, Mme Lemaitre présente les trois types de réseaux complémentaires : les réseaux de surveillance par prélèvement (réseaux réglementaires ou non, prélèvements manuels ou automatiques dans 600 stations), les stations d'alerte automatisées (210 stations de télésurveillance de l'air et de l'eau) et les Observatoires PERmanents de la RADioactivité (OPERA, 34 stations marines, atmosphériques, fluviales et terrestres).

L'accent est mis sur un exemple type de surveillance autour d'une INB de type CNPE ainsi que sur le volume annuel de prélèvements (30 000 échantillons par an) et d'analyses (55 000 analyses par an) de l'IRSN. Les observatoires permettent quant à eux d'étudier le devenir des radionucléides dans les différents compartiments de l'environnement grâce à des mesures de très faibles niveaux d'activité. L'exposé se termine par une présentation succincte de la gestion et de l'exploitation des données produites par l'IRSN, ainsi que des moyens de communication et d'information du public et des autorités (DGSNR, CEE). Cet exposé est présenté en annexe 4 du compte-rendu.

A la demande de Mme Sené, des précisions sont apportées sur l'articulation des réseaux de surveillance et de mesure de l'IRSN, composés de réseaux de l'ex-OPRI (résultats publiés dans les tableaux mensuels de mesures depuis 1961, réseau Têléray) et de l'ex-IPSN (OPERA, suivis radioécologiques des sites EDF).

Ce premier inventaire des données présenté par la DGSNR et l'IRSN devra être complété suite à l'examen des questionnaires rendus par les différents acteurs du Réseau National.

3.2 – Proposition de classification des données

Mme Levelut présente une réflexion sur les choix possibles en terme de classification de données : selon leur finalité (réglementaire ou non, dossiers spécifiques, situations accidentelles/incidentelles...), selon le milieu surveillé (eau, air, produits alimentaires, sols ...), selon le niveau de sensibilité et le délai de réponse (de la sensibilité faible à moyenne des réseaux de télésurveillance aux mesures de très bas niveaux d'activité en laboratoires), ou selon les secteurs géographiques (échelle locale, départementale ou régionale). Cet exposé est présenté en annexe 5 du compte-rendu.

M. Paris (DRASS) s'interroge à ce propos sur l'intégration de données anciennes au Réseau National dont la fiabilité et la représentativité pourraient s'avérer différentes de celles des données récentes. M. Lacoste précise que ce point devra être discuté lors de la réflexion sur l'exploitation spatiale et temporelle des données.

4 – DEMARCHE DE DEVELOPPEMENT DU SITE INTERNET ET DE LA BASE DE DONNEES

M. Leprieur (IRSN - secrétaire du Comité de Pilotage) assure la présentation de la stratégie de développement du site Internet et de la future base de données du Réseau National.

La présentation débute par un cadrage des missions de communication du Réseau National à la lecture des textes réglementaires. L'article R.1333-11 du code de la santé publique stipule que les résultats de la surveillance seront tenus à la disposition du public. L'arrêté du 17 octobre 2003 précise les modalités de fonctionnement et de communication du Réseau, à savoir la mise à disposition et la diffusion des données notamment via Internet. L'IRSN est plus particulièrement chargé de la mise au point des outils informatiques de gestion des données (base de données) et de mise à disposition à l'extérieur (site Internet).

Trois axes de réflexion sont donc à prendre en compte prioritairement :

- la définition des formats d'échange de données,
- le développement de la base de données du Réseau National (centralisation, traitement, conservation, archivage, exploitation des données),
- la création d'une rubrique Internet commune IRSN-DGSNR (mise en ligne des rapports et des informations sur le Réseau, accès aux données radiologiques).

Cependant, compte tenu des délais de développement du projet « Base de Données du Réseau National » jusqu'au stade final, le principe de la mise en place d'une rubrique Internet transitoire est proposé afin de faire connaître au plus tôt le Réseau National au public, aux administrations, aux autorités. L'objectif d'ouverture de la rubrique transitoire est fixé à la fin de l'année 2004.

Concernant le projet de rubrique donnant un accès aux données de mesures, il est entendu de recourir à un assistant à maîtrise d'ouvrage afin d'établir le cahier des charges. Il est proposé de démarrer ce projet au cours du second semestre 2004 en fonction des orientations du comité de pilotage et des solutions techniques et financières mises à disposition.

La rubrique Internet « commune » aux sites de la DGSNR et de l'IRSN permettra donc la diffusion des données du réseau national auprès du public. Elle sera accessible par l'un ou l'autre site. Le site transitoire comprendra a minima des informations sur le réseau national (base réglementaire, organisation, fonctionnement, orientations, avis du comité, bilan annuel de gestion ...), sur la radioactivité et sa mesure, ainsi que des liens vers les sites Internet existants communiquant des données sur la radioactivité dans l'environnement. Ultérieurement, des données radiologiques (mesures de radioactivité, synthèse sur l'état radiologique de l'environnement, synthèse sur l'impact des principales activités nucléaires) viendront agrémenter ce site sous forme de liens vers des fichiers .pdf ou tout autre format de consultation de rapports via Internet.

La prochaine étape concernant le site Internet du Réseau National sera liée à la mise en place d'une base de données qui rassemblera l'ensemble des résultats de mesures transmis à l'IRSN dans le cadre des tâches qui lui sont confiées (articles 3 et 5 de l'arrêté du 17 octobre 2003). Un calendrier de réalisation prévisionnel de la rubrique Internet puis de la base de données, est ensuite proposé. Cet exposé est présenté en annexe 6 du compte-rendu.

M. Bouchand (DGCCRF) s'interroge sur les difficultés de communication liées à la mise en ligne de données de radioactivité. M. Florence (EDF) précise que la majorité des données sont déjà rendues publiques par l'intermédiaire de plaquettes, de rapports ou d'Internet. Il sera certes utile de préciser a minima l'origine des mesures afin de comparer ce qui est comparable. Cependant, il est important de conserver cette diversité dans les données disponibles (de la sensibilité faible à moyenne des réseaux de télésurveillance aux mesures de très bas niveaux d'activité en laboratoires). Pour le président A-C Lacoste, il est difficile de connaître à l'avance les réactions du public par rapport à la diffusion de données de radioactivité dans l'environnement. Néanmoins, il est évident qu'aucune donnée « alarmante » ne sera rendue publique sans vérification ni validation préalable, et surtout sans commentaire associé. M. Delmestre (DGSNR/SG) fait part des réactions du public à la suite de la publication des lettres de suite d'inspections sur le site Internet de la DGSNR, réactions différentes de celles attendues. Il ajoute qu'il y a possibilité de tester les options retenues pour le portail Internet auprès d'un « panel ».

M. Giry (DGAL) précise qu'il sera difficile pour la DGAL de transmettre les données avec une fréquence définie en raison du temps nécessaire à la gestion et à la saisie des données en interne. A la demande de M. Devin (COGEMA), la question du transfert des données est soulevée. La transmission sera effectuée par le propriétaire des données ou par un organisme ayant reçu l'autorisation par le propriétaire de diffuser ses données. Ces questions sont redondantes avec le questionnaire transmis aux membres du comité de pilotage qui va permettre à l'IRSN de :

- recenser l'ensemble des mesures de radioactivité produites, transmises ou gérées par les membres du comité de pilotage du Réseau,
- identifier le cadre (réglementaire, surveillance, expertise, recherche, ...) dans lequel les mesures sont effectuées,

- inventorer les points de prélèvement et les modalités de mesures et de gestion des données mises en œuvre,
- cerner les attentes des différents acteurs par rapport au Réseau National de Mesures.

Une synthèse des résultats de ce questionnaire sera présentée par l'IRSN lors de la prochaine réunion du comité de pilotage le mercredi 3 novembre 2004.

Mme Sené souhaite savoir si les membres du comité de pilotage auront un accès privilégié au développement du site Internet puis à la base de données afin de valider les choix qui seront faits au fur et à mesure du développement de ces deux projets. Cette proposition est retenue par les membres du comité de pilotage.

M. Gay (DPPR) souhaite rappeler que les attentes des administrations sont différentes de celles du public. Les administrations attendent du Réseau National des données plus complètes et techniques. Le Réseau National doit pouvoir s'adapter à ces demandes. M. Dixsaut précise qu'il faudra prévoir d'expliquer les sources de variations des résultats de mesure car le public aime comparer les chiffres. Pour M. Linden (IRSN), il faudra également donner au public des points de repère sur les niveaux de radioactivité dans l'environnement.

M. Pirard souhaite savoir comment les besoins des partenaires du Réseau National seront pris en compte par l'IRSN et la DGSNR lors du développement des outils de gestion et de diffusion des données. Mme Levelut et M. Leprieur proposent l'organisation de groupes de travail à thèmes afin d'intégrer les positions et les réflexions des acteurs du Réseau dans l'élaboration du cahier des charges du site Internet et de la base de données. M. Lacoste conclue la discussion en invitant les membres intéressés par le développement du portail Internet dédié au Réseau National à participer à cette première réunion, fixée au 17 septembre 2004 au Vésinet, en prenant contact avec le secrétaire du comité de pilotage (M. Leprieur).

5 – REVISION DE L'ARRETE DU 17 OCTOBRE 2003

Mme Levelut assure l'interface entre la commission d'agrément des laboratoires et le comité de pilotage du Réseau National. A ce titre, elle présente un exposé sur la révision éventuelle de l'arrêté du 17 octobre 2003 ainsi que sur le projet de programme pluriannuel des intercomparaisons. Les principales modifications proposées portent sur les articles 15 et 16 relatifs à l'engagement des laboratoires à communiquer des résultats dont ils ne sont pas propriétaires.

La commission d'agrément n'a pas jugé nécessaire pour l'instant de modifier l'article 8 de l'arrêté afin d'introduire plusieurs niveaux d'activité dans la grille des agréments des laboratoires, à moins que le comité de pilotage en décide autrement. L'exposé se termine par une présentation des modalités particulières d'agrément entre deux campagnes d'intercomparaison. Cet exposé est présenté en annexe 7 du compte-rendu.

Les membres du comité de pilotage sont invités à faire connaître leur avis sur les modifications de rédaction des articles 15 et 16 de l'arrêté du 17 octobre 2003 relatifs au transfert des résultats à l'IRSN (voir texte modifié en annexe 7).

Mme Janin s'interroge sur la capacité des laboratoires à s'intégrer aux intercomparaisons. Même si les mesures de radioactivité sont importantes pour le commerce international, elles demeurent un domaine d'activité restreint de l'AFSSA, donc à budget limité. Mme Levelut précise que ces intercomparaisons sont conçues pour intéresser la majeure partie des laboratoires. M. Linden ajoute que l'on ne peut pas se limiter à la seule mesure du ¹³⁷Cs dans les denrées alimentaires en cas d'accident ou d'incident radiologique majeur.

6 – QUESTIONS DE LA COMMISSION D'AGREMENT DES LABORATOIRES

M. Florence engage une discussion sur la composition du dossier à joindre à la première demande d'agrément (annexe 1 de l'arrêté du 17 octobre 2003). L'arrêté stipule que le dossier doit comprendre une liste des personnels appelés à intervenir dans les laboratoires. Le turn-over dans les laboratoires d'EDF ne permet pas d'établir une liste figée. M. Devin propose de décrire non pas les noms mais les fonctions des personnels. La DGSNR prend acte.

M. Devin demande s'il serait possible que les membres du comité de pilotage soient en copie des comptes-rendus de réunion de la commission d'agrément. Mme Levelut et M. Lacoste notent la demande. La DGSNR se réserve le droit de répondre favorablement si aucun problème déontologique ne se pose.

Le président (M. Lacoste) clôt la réunion en fixant avec les membres du comité de pilotage les dates des prochaines réunions :

- prochaine réunion plénière du Comité : le **mercredi 3 novembre 2004 de 14h à 17h, à Bourgoin** (DGSNR)
 - réunion intermédiaire du groupe de réflexion sur la stratégie de développement et de communication du Réseau National : le **vendredi 17 septembre 2004 de 14h à 17h au Vésinet** (IRSN).
-